

### Questions orales

et la présidence avait alors jugé qu'elle n'était pas recevable.

\* \* \*

### LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES TECHNICIENS D'ASCENSEUR—LE MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET LES PROJETS DE LICENCIEMENT—LES MESURES ENVISAGÉES

[Traduction]

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et elle porte sur la grève des préposés à la réparation des ascenseurs qui a certainement des conséquences graves. Sait-il qu'à la suite de la grève des techniciens d'ascenseur, Otis Elevator, à Hamilton, a l'intention de licencier 500 personnes? S'il n'est pas au courant, examinera-t-il ces circonstances afin que son ministère prête son aide pour cette grave question?

• (1500)

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je vais veiller à ce que le ministère se mette en rapport avec la société en question et prenne toutes les mesures nécessaires.

**M. Alexander:** Me permettez-vous, monsieur l'Orateur, de poser une question supplémentaire au ministre du Travail? Puisque cette grève a pris une envergure nationale, même si elle est du ressort provincial, le ministre a-t-il établi s'il peut intervenir de quelque façon? Est-ce que ses homologues provinciaux se sont mis en rapport avec lui, et dans ce cas, quels ont été les résultats des pourparlers?

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Non, monsieur l'Orateur, je dois faire savoir au député qu'on ne s'est pas mis en rapport avec moi. Toutefois, tout aussi inquiet de cette situation que le député, je me suis mis en rapport ces derniers jours avec le ministre provincial du Travail ou son ministère. Si je ne m'abuse, il est possible que les parties s'entendent bientôt pour régler cette question. Mais je suis convaincu que cette question ne relève aucunement du gouvernement fédéral.

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une dernière question supplémentaire. Puisque le ministre a fait preuve d'initiative dans ce cas...

**Des voix:** Bravo!

**M. Alexander:** Je reconnais son mérite. Ne vous énervez pas. Du fait de ces répercussions et de ces pertes financières sur le plan national, le ministre continuera-t-il à s'occuper de la question afin qu'il puisse faire à la Chambre rapport de la situation chaque jour ou chaque semaine?

\* \* \*

### LES PÊCHES

LA PROTECTION DES FRAYÈRES À SAUMON—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Considérant l'intérêt montré par le gouvernement de la Colombie-Britannique dans la protection des courants de frai du saumon, ce qui a été démontré par l'interruption du trans-

[M. l'Orateur.]

port du bois dans au moins une de ces rivières, je voudrais demander au ministre s'il est disposé à demander l'approbation du Parlement pour que l'on affecte plus d'hommes et d'argent, afin que nous puissions rattraper notre retard dans ce domaine?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches):** Monsieur l'Orateur, nous avons bien sûr été très heureux de voir que le gouvernement de la Colombie-Britannique commençait à s'intéresser aux frayères de la côte ouest. Des fonds supplémentaires sont prévus dans le budget afin de nettoyer ces cours d'eau.

\* \* \*

### L'ÉLECTRICITÉ

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LA QUESTION D'UN RAPPORT SUR L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**M. John A. Fraser (Vancouver-Sud):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Peut-il dire à la Chambre pourquoi tous les exemplaires d'une étude gouvernementale intitulée: «An analysis of Federal Interests Affected by the Proposed James Bay Hydro Development» ont été repris aux membres de son ministère qui en avaient reçus et pourquoi ce rapport est maintenant tenu secret?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches):** Monsieur l'Orateur, ce rapport n'est pas tenu secret. Il a été préparé par un étudiant pendant l'été 1971. Une notice figure sur la couverture, indiquant qu'il ne représente pas la politique du ministère ni du gouvernement.

**M. Fraser:** Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il existe encore des exemplaires de ce rapport dans son ministère ou s'ils ont tous été repris et retirés de la circulation?

**L'hon. M. Davis:** Monsieur l'Orateur, j'en ai repris quelques-uns. Si les députés veulent en recevoir, je serai heureux de leur en faire parvenir.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA REPRISE DES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, puis-je revenir sur la question posée par le chef de l'opposition...

**Une voix:** Lequel? John?

**M. Grafftey:** Si je puis revenir sur la question des rencontres commerciales imminentes avec les États-Unis, puis-je demander au ministre de l'Industrie et du Commerce, étant donné la récente entrée de l'Angleterre dans le Marché commun et les effets évidents de cette entrée sur le commerce canadien, s'il ne considère pas ces rencontres avec les États-Unis comme présentant une urgence extraordinaire?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, elles sont évidemment importantes mais la Communauté économique européenne soulève une autre question qui est celle de nos négociations multilatérales dans le cadre de l'Accord